

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision déchets
89, rue Wéber – CS 52002
30907 Nîmes cedex 2

Nîmes, le 21/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



RUEGGER Phillippe SARL

253 route d'Uzès
30340 MEJANNES LES ALES

Références : 2022-04-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement RUEGGER Phillippe SARL implanté 253 route d'Uzès 30340 MEJANNES LES ALES. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 15 mai 2018, la SARL Philippe RUEGGER a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral n°2018-25 du 16 novembre 2018, pour son site industriel situé au 253 route d'Uzès à Méjannes Lès Alès, de satisfaire aux dispositions des articles 1.1, 1.5 et 7.5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-28 du 11 mai 2005, réglementant le fonctionnement du centre de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage, et aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUEGGER Phillippe SARL
- 253 route d'Uzès 30340 MEJANNES LES ALES
- Code AIOT dans GUN : 0018100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Ruegger Philippe Sarl, dont le siège social est situé 253, route d'Uzès, lieu-dit « la plaine » 30340 Méjannes Lès Alès, est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2005-28 du 11 mai 2005, à exploiter une installation de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la parcelle n°A 1279 (surface : 4356 m²) au lieu-dit "La Plaine" 253, route d'Uzès, 30340 Méjannes Lès Alès. La réduction de la capacité de son activité de traitement de déchets métalliques (cisaillage et compactage) de 100 t/j à 45 t/j, a été actée par l'arrêté préfectoral modificatif n°2017-12 du 24 avril 2017.

L'établissement comporte :

- une aire bétonnée de 600 m² reliée à un débourbeur/déshuileur composée d'une zone de déchargement, de contrôle et de tri des déchets, d'une presse cisaille et d'une grue mobile, d'un stockage en vrac de ferrailles et de tôles et d'une aire de dépollution de véhicules ;
- un bâtiment de 160 m² abritant les bureaux et le stockage des batteries, du laiton, du plomb et de l'inox ;
- un abri pour le stockage des huiles, du liquide de refroidissement, des copeaux souillés et du gazole ;
- un réservoir aérien de 3000 l de fioul domestique et un distributeur de 2 m²/h ;
- un pont bascule ;
- une zone de stockage de véhicules dépollués ;
- une zone de stockage en bennes de 17 m³ des métaux non ferreux (cuivre, aluminium, zinc).

L'établissement est autorisé au titre des installations classées pour les activités suivantes :

- Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, sur une surface de 300 m², visée par la rubrique 2712-1-b sous le régime de l'enregistrement;
- Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, sur une surface de 4056 m², visée par la rubrique 2713-1 sous le régime de l'autorisation;
- Installation de transit, regroupement de déchets dangereux (batteries exclusivement), pour une quantité de déchets maximale de 30 tonnes, visée par la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation;
- Installation de traitement de déchets non dangereux (cisaillage de métaux exclusivement), la quantité traitée étant limitée à 45 tonnes / jour.

L'établissement porte l'agrément n°PR30.00014.D, qui a été renouvelé par arrêté préfectoral n°13.125N du 1er juillet 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du récolement à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2018 et aux non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 15 mai 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées

- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le sous-préfet d'Alès; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le sous-préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le sous-préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité aux plans et données techniques du dossier	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 2	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Entreposage de pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositifs de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 4	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Surveillance de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33.	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18.	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Déchets non autorisés	Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 1.4.	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet
Contrôle de la radioactivité des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 2.2.7.	Mise en demeure, respect de prescriptions	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 30 mars 2022 a conduit l'inspection à constater la mise en conformité de la majorité des faits non conformes relevés dans le périmètre de l'établissement exploité par la SARL Philippe RUEGGER lors de la précédente visite du 15 mai 2018, à l'exception toutefois de la présence de déchets de pneumatiques stockés en-dehors de la benne dédiée, ce qui ne répond pas totalement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure. Ce point peut toutefois être mis en conformité rapidement.

En outre, un point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur la prescription relative à l'exercice d'une activité illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement sur la parcelle cadastrée n°A/311, située hors périmètre de l'ICPE autorisée, n'a pas été contrôlé lors de cette visite.

Ces deux points feront l'objet d'une nouvelle inspection prochainement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité aux plans et données techniques du dossier

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Conformité administrative
Prescription contrôlée : La société Ruegger Philippe Sarl, dont le siège social se trouve 253, route d'Uzès, lieu-dit «la plaine», est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Lès Ales, en ce qui concerne l'activité sur une zone non étanche et l'entreposage de déchets en dehors des emplacements prévus, de respecter les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-28 du 11 mai 2005 susvisé, qui imposent que les installations soient implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier administratif de classement et sous réserve du respect des prescriptions du même arrêté.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que l'activité de démontage avec véhicule équipé d'une cisaille s'effectuait hors de la zone étanche prévue à cet effet. De plus, des déchets étaient stockés au sein de la parcelle autorisée en dehors des emplacements prévus. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate que l'activité de démontage avec véhicule équipé d'une cisaille s'effectue sur l'aire bétonnée centrale prévue à cet effet. Un plan d'implantation des ateliers et stockages actualisé a été présenté à l'inspection. Ce plan présente des modifications par rapport au plan d'origine, avec en particulier une nouvelle répartition des zones de stockage de métaux en vrac sur toute la partie est de la parcelle, en substitution de la zone initiale d'entreposage des véhicules dépollués, ainsi que sur la partie située à l'ouest de la dalle centrale, en remplacement du bungalow abritant le local du personnel. De plus, le pont bascule qui était implanté sur la parcelle voisine n°792 sur l'ancien plan a été rapatrié sur le site. L'inspection constate que les déchets métalliques sont entreposés sur les nouvelles zones prévues à cet effet. Ce point constitue toutefois une modification des conditions d'exploiter qui doit désormais faire l'objet d'un porter à connaissance auprès du sous-préfet d'Alès au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ce porter à connaissance doit comporter l'ensemble des éléments d'appréciation permettant de s'assurer que l'organisation modifiée n'est pas susceptible de faire évoluer de manière significative les nuisances et les risques présentés par l'installation. Par ailleurs, il est constaté la présence d'une benne de stockage remplie de pneumatiques, entreposée à l'est de la parcelle à proximité de la réserve d'eau, et de tas de pneumatiques usagés entreposés sur le sol au sud de la parcelle, sur l'aire nouvellement prévue pour entreposer les VHU non dépollués, qui ne sont pas indiqués sur le plan. L'exploitant a transmis à l'inspection un nouveau plan mis à jour pour la benne de stockage de pneumatiques en date du 8 avril 2022. Toutefois, les pneumatiques entreposés au sol au sud de la parcelle doivent également, sous un délai maximale de 15 jours, être évacués et stockés dans la benne prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage de pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : II. — Entreposage des pneumatiques : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate que des pneumatiques sont entreposés au sol au sud de la parcelle sur l'aire prévue pour les VHU non dépollués sur une surface d'environ 20 m ² , à proximité immédiate du local abritant les cuves contenant les liquides extraits des VHU (dont l'essence) et de la clôture, et que d'autres, occupant un volume d'environ 8 m ³ , sont empilés contre le mur de séparation avec la parcelle voisine occupée par société DAR. Cet entreposage n'est pas réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, qui risque de se propager vers le local de la société DAR situé juste derrière le mur de séparation. L'exploitant s'est engagé à déplacer rapidement ces pneumatiques vers la zone dédiée.
Observations : L'exploitant déclare évacuer ces déchets environ une fois par an, lorsque le stock atteint environ 300 pneus. Or la benne dédiée à l'entreposage des pneumatiques sur le site présente une capacité de stockage d'environ 40 m ³ , soit largement insuffisante pour cette quantité. De plus elle était déjà remplie lors de la visite alors que 285 pneus avaient été évacués seulement 20 jours plus tôt (bon de collecte du 10 mars 2022 éditée par GIE France Recyclage Pneumatiques présenté à l'inspection). L'exploitant doit prévoir des bennes supplémentaires pour le stockage de ces pneumatiques sur la zone prévue à cet effet sur le plan et veiller à évacuer plus régulièrement ces déchets de manière à ne pas dépasser une quantité maximale stockée de 100 m ³ afin de ne pas dépasser le seuil déclaratif de la rubrique 2714 dont pourrait relever l'activité de transit/regroupement de déchets de pneumatiques, et à s'assurer que la zone d'entreposage de ces pneumatiques soit située à une distance d'au moins 6 mètres des autres zones de l'installation sur le site, ce qui n'était pas le cas lors de la visite. Ce point fera l'objet de contrôles lors d'une prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La société Ruegger Philippe Sarl dont le siège social se trouve 253, route d'Uzès, lieu-dit «la plaine», est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Les Alès, en ce qui concerne l'absence de dispositif de lutte contre l'incendie dans sa zone d'activité, de respecter les dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-28 du 11 mai 2005 susvisé.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté qu'aucun extincteur ni autre dispositif de lutte contre l'incendie n'était présent sur la zone d'activité, en particulier à proximité de la zone de dépollution qui comporte les cuves de déchets de liquides inflammables. De plus, le bac à sable était inaccessible, car entreposé en haut d'une étagère dans l'atelier. Enfin, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs usagés stockés en divers endroits inappropriés du site, qui doivent être récupérés par une filière dédiée. Ils prêtent à confusion avec les extincteurs en service sur le site. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate la présence de 4 extincteurs répartis dans l'établissement, un dans le bureau d'accueil, deux dans le hangar de stockage des pièces détachées et un autre dans la zone de dépollution. Selon le registre de sécurité présenté à l'inspection, ces 4 extincteurs ont été contrôlés en date du 25 juin 2021, par M. COMECHE Thierry (ROUSSON). L'exploitant présente un devis datant du 21 mars 2022, pour la commande d'un extincteur supplémentaire à eau sur roues. Un bac de sable avec pelle de projection est disposé à l'entrée de l'aire abritée de dépollution. Deux extincteurs usagés issus des VHU sont entreposés à l'écart de la ferraille, sur une étagère dans le hangar des pièces détachées ; l'exploitant indique qu'ils sont repris régulièrement par la société chargée du contrôle des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La société Ruegger Philippe Sarl, dont le siège social se trouve 253, route d'Uzès, lieu-dit «la plaine», est mise en demeure dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site industriel situé à Méjannes Lès Alès, en ce qui concerne le poteau incendie de respecter les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, qui imposent que l'installation soit dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que le poteau incendie, situé de l'autre côté sur la voirie, est à plus de 100 m de l'établissement. Des mesures compensatoires devaient être proposées à l'inspection. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate la présence sur le site de deux citernes disposées en série, constituant une réserve d'eau destinée à l'extinction d'un volume total supérieur à 120 m ³ , disposée à moins de 100 m de tout point de l'établissement. Cette réserve d'eau dispose d'une prise de raccordement de diamètre nominal DN100 tel que demandé par le service d'incendie et de secours pour lui permettre de s'y alimenter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que l'étanchéité de surface sur laquelle l'activité est exercée était partielle. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate que la dalle bétonnée sur laquelle l'activité est exercée est globalement étanche, mais comporte quelques trous qu'il convient de reboucher. L'exploitant a procédé depuis au colmatage de ces trous par une chape de béton, comme en témoignent deux photographies transmises à l'inspection en date du 7 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, les contrôles des rejets prescrits à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'avaient pas été réalisés depuis 2013. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'exploitant déclare que ces analyses sont réalisées chaque année et présente à l'inspection le dernier rapport d'analyses réalisées le 21 juin 2021 par l'organisme agréé CERECO. L'entretien du débourbeur-déshuileur, comprenant sa vidange et son nettoyage, a également été réalisé en date du 04 juin 2021, comme l'atteste le BSD n°AFE-BSD-2021.06.04.3 établi par Alliance Environnement Exploitation (Salles-du-Gardon) pour l'enlèvement de 2 tonnes de boues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que le rapport de vérification électrique du 24/02/2017 mentionnait 4 non-conformités. L'exploitant a déclaré qu'aucune de ces 4 non-conformités n'a été prise en compte. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate que le rapport de vérification électrique réalisé par la société SOCOTEC le 31/05/2021 mentionne 2 non-conformités sur des installations électriques situées dans le bâtiment atelier et le bureau. L'exploitant a alors déclaré qu'aucune de ces 2 non-conformités n'a été prise en compte mais qu'il allait rapidement faire intervenir un électricien. Il a transmis à l'inspection après la visite, en date du 11/04/2022, un rapport de vérification de ces installations électriques établi par SOCOTEC en date du 08/04/2022, suite à sa visite du 07/04/2022. Ce rapport ne comportait plus d'observation relative aux non conformités précédemment constatées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets non autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 1.4.
Thème(s) : Situation administrative, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées par la nomenclature des installations classées comme suit: - Stockage et activités de récupération de déchets et métaux et d'alliages, de résidus métalliques d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que des déchets non autorisés étaient présents sur le site (cuve en béton pour silo, bouteilles de gaz). - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'inspection constate que la cuve en béton pour silo et les bouteilles de gaz ont été évacués et ne constate pas la présence d'autres déchets non autorisés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de la radioactivité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 2.2.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : Tous les déchets métalliques autres que les véhicules feront l'objet d'un contrôle de leur radioactivité.
Constats : - Lors de la visite du 15 mai 2018, l'inspection a constaté que le dispositif de détection de radioactivité était en panne. - Lors de la visite du 30 mars 2022, l'exploitant déclare que ce dispositif n'est toujours pas fonctionnel, mais qu'il dispose d'un détecteur manuel qu'il utilise pour des contrôles réalisés ponctuellement. L'inspection l'informe que cette détection doit être réalisée systématiquement lors de l'admission des déchets entrants sur le site, ce que ne permet pas son appareil. Pour se mettre en conformité sur ce point, l'exploitant a passé commande pour l'installation d'un nouveau portique de surveillance et de détection de radioactivité de marque "GammaScan® eV4" avec alarme, comprenant deux détecteurs de 25 l avec cellule réceptrice, comme l'atteste un devis émis en date du 05/04/2022 par la société BERTHOLD, accompagné d'un bon de commande signé par l'exploitant. La mise en place effective du nouveau portique sera vérifiée lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Etablissement RUEGGER Philippe – 253 route d'Uzès – 30340 MEJANNES-LES-ALES
Visite d'inspection du 30 mars 2022
Annexe Planche photographique



Benne stockage pneumatiques



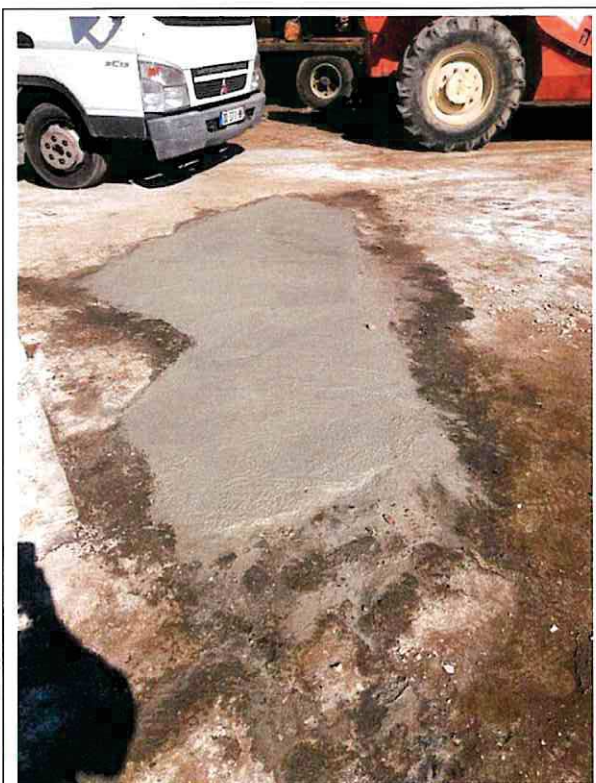
Citernes



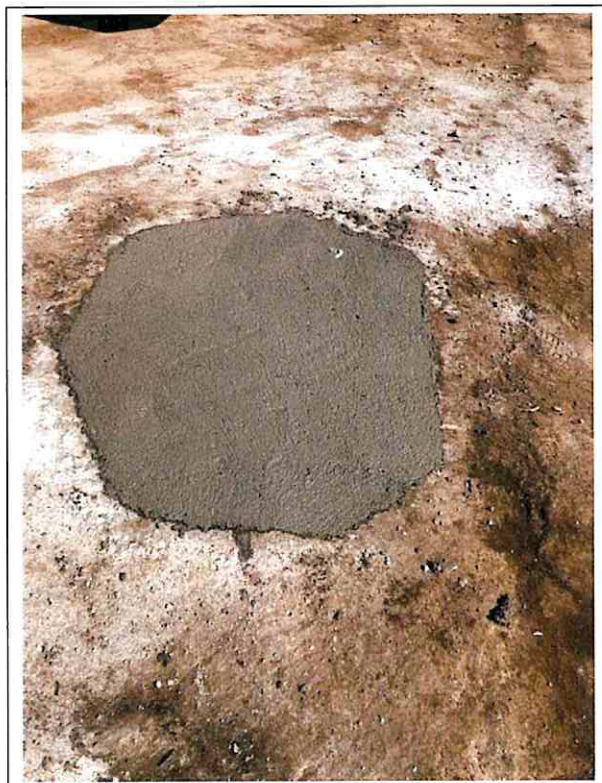
Stockage pneumatiques contre cloture



Stockage pneumatiques



Colmatage béton



Colmatage béton